

L'ENJEU

Article de Ban KI-MOON
Secrétaire général de l'ONU depuis 2007.

Chaque année, 8 millions d'enfants meurent de maladies évitables, et plus de 350 000 femmes décèdent de complications liées à la grossesse et à l'accouchement. Ces chiffres inacceptables devraient nous inciter à tout faire pour que les femmes et les enfants du monde entier aient accès à la prévention, au traitement et aux soins dont ils ont besoin. Un vrai progrès est tout à fait possible. Dans les pays où la priorité en matière de santé a été donnée aux femmes et aux enfants, des résultats durables ont été obtenus - et cela, alors que certains de ces pays comptent parmi les plus pauvres de la planète. Les innovations dans les domaines de la technologie thérapeutique, des traitements et de la fourniture de services médicaux permettent d'offrir des soins de meilleure qualité et plus efficaces tandis que les nouveaux moyens d'acheminement des fonds rendent ces soins financièrement plus accessibles.

En septembre 2010, les dirigeants de la planète se sont réunis à New York, aux Nations unies, pour évaluer l'avancement des Objectifs du Millénaire (ODM) et, en particulier, pour déterminer dans quels domaines nous devons accroître nos efforts. J'espère que, à l'avenir, ce sommet des ODM de 2010 sera considéré comme le départ d'une nouvelle ère pour la santé des femmes et des enfants des pays à faibles revenus dans le monde entier.

La Stratégie globale pour la santé des femmes et des enfants, lancée lors de ce sommet, marque un pas en avant prometteur. Développée et portée par un large éventail d'acteurs - États, organisations internationales, institutions philanthropiques, société civile, communauté des affaires, travailleurs de la santé, associations professionnelles, universités et instituts de recherche -, la Stratégie appelle à un effort audacieux et coordonné englobant le financement, les politiques publiques et la fourniture de services, et énonce les moyens d'accélérer les progrès dans chacun de ces domaines clés.

Les engagements ambitieux inscrits dans la Stratégie globale reflètent une vraie résolution à aller au-delà des initiatives habituelles. Plusieurs grandes organisations de la société civile ont promis d'investir des milliards de dollars dans ces projets au cours des cinq prochaines années. Une bonne partie d'entre elles ont annoncé leur intention d'augmenter significativement la portée de leur action. Alors que, jusqu'ici, les engagements du secteur privé avaient tendance à n'avoir qu'une durée limitée, aujourd'hui, de nombreuses entreprises prennent des engagements financiers sur plusieurs années. Elles promettent également d'étendre leurs financements de façon que ceux-ci bénéficient davantage aux femmes et aux enfants des pays en développement, au lieu de se contenter des donations d'entreprise traditionnelles, généralement consacrées aux médicaments anti-parasites pour les enfants et à des informations médicales gratuites pour les mères.

Des fondations de premier plan se sont jointes à ces efforts, notamment la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Ty Danjuma (Nigeria), le BBC World Trust et la Fondation Carlos Slim (Mexique), ce qui marque une évolution importante de la charité mondiale : désormais, des philanthropes du Nord comme du Sud font des contributions significatives à la cause commune.

De leur côté, de nombreux pays en développement se sont engagés à augmenter la part de leur budget réservée aux dépenses de santé. Parmi ces pays, citons l'Éthiopie, le Ghana, le Niger, le Nigeria, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. De l'engagement du Nigeria à consacrer 2 % de son budget aux dépenses de santé à la promesse éthiopienne de fournir des soins obstétricaux d'urgence à toutes les patientes se présentant dans les établissements médicaux, en passant par la formation au Népal de 10 000 nouveaux travailleurs de la santé, les pays en développement sont en train de lancer des changements radicaux et de faire des investissements qui sauveront de nombreuses vies.

Les gouvernements donateurs augmentent, eux aussi, leurs aides. Il faut souligner qu'ils portent également une attention accrue aux résultats, notamment en participant aux investissements multilatéraux, conçus pour atteindre tous les pays dans le besoin et indispensables pour régler les problèmes globaux.

Ces nouveaux engagements ne constituent que quelques exemples des moyens que les partenaires des Nations unies mettent en oeuvre pour atteindre les objectifs principaux de la Stratégie globale : sauver 16 millions de vies d'ici à 2015, prévenir 33 millions de grossesses non désirées, protéger 120 millions d'enfants de la pneumonie et 88 millions d'enfants d'un retard de croissance, faire progresser le contrôle de la malaria et du HIV/sida et garantir aux femmes et aux enfants l'accès à des établissements médicaux de qualité et à des médecins et des infirmiers qualifiés.

Débloquer le potentiel humain

C'est une évidence que l'expérience confirme : les femmes et les enfants jouent un rôle central dans le développement, la paix et la sécurité. Cependant, de tous les ODM, ce sont ceux relatifs à la santé des femmes et des enfants qui progressent le plus lentement. Cette lenteur a des conséquences dévastatrices. Les décès maternels lors de la grossesse et de l'accouchement, au-delà des tragédies individuelles qu'ils représentent, ont également des effets économiques et sociaux catastrophiques : des baisses de revenus pour les familles et, pour les enfants survivants, de graves lacunes en matière de nutrition, de protection et d'éducation.

Pour améliorer de façon décisive et globale la santé des femmes et des enfants, nous devons briser les cycles de pauvreté et préserver les ressources qui auraient, en temps normal, été dépensées en traitements médicaux. C'est ce raisonnement qui explique notre volonté d'augmenter le nombre d'établissements médicaux de base, de réduire les paiements individuels, de prévenir la transmission des maladies infectieuses de la mère à l'enfant et le nombre de grossesses non désirées.

Par surcroît, investir dans la santé des femmes et des enfants peut servir de catalyseur pour les ODM, spécialement ceux visant à faire progresser les droits des femmes et à renforcer les politiques favorisant les femmes dans le monde en développement. Par exemple, la capacité d'une femme à décider du nombre des enfants qu'elle aura et du moment de leur naissance est un élément crucial pour augmenter ses chances d'obtenir une bonne éducation et un emploi et, plus généralement, de jouer un rôle important au sein de sa communauté.

Tirer le meilleur parti des investissements de santé

Beaucoup de choses ont été dites sur le coût élevé des soins de santé, mais il faut aussi reconnaître que le financement des soins de base procure un retour sur investissement très élevé, à la fois du point de vue matériel et du point de vue humain. Les vaccins, par exemple, bénéficient évidemment à chaque individu donné, mais ils ont également des effets positifs sur des économies entières à long terme. On estime que l'immunisation dans certains des pays les plus pauvres apporterait un retour sur investissement de l'ordre de 18 %. De ce point de vue, il est évident que, même dans une période de restrictions budgétaires, les financements et autres investissements doivent absolument être portés au niveau nécessaire pour atteindre les ODM d'ici à 2015. Nous devons renverser les effets de longues années de sous-investissement, particulièrement dans les pays où l'assistance extérieure est le plus nécessaire.

Maintenir la dynamique

L'année 2010 a vu l'émergence de nombreux leaders en matière de contribution à la santé mondiale. Le gouvernement du Canada a fait beaucoup pour attirer l'attention du G8 et des autres gouvernements sur la santé des femmes et des enfants. Le monde attend maintenant énormément de 2011, année au cours de laquelle la France présidera aussi bien le G8 que le G20.

La France pourra s'appuyer sur sa contribution au domaine fondamental des financements innovants pour le développement, qui puisent dans des sources non conventionnelles et sont devenus un instrument indispensable de levée des capitaux pour le développement. L'un des premiers avantages que présentent les financements innovants réside dans leur capacité à rendre l'aide financière plus prévisible, ce qui permet aux États de faire des plans à long terme. La France a déjà développé une expertise considérable dans ce domaine et continue de jouer un rôle de premier plan puisqu'elle accueille le siège du Groupe pilote pour les financements innovants.

Les résultats ont jusqu'ici été encourageants. Les taxes instaurées sur les achats de billets d'avion ont permis de distribuer des médicaments à des centaines de milliers d'enfants souffrant du HIV/sida, de la malaria et de la tuberculose, via UNITAID (Facilité internationale d'achat de médicaments). Pour les passagers, le coût de cette mesure ne représente qu'un pourcentage modeste du prix du ticket - de 1 dollar dans les vols en classe économique à 10, voire 40 dollars, pour la classe affaires et la première classe. La vente d'« obligations de vaccins » à des investisseurs individuels et institutionnels sur les marchés mondiaux des capitaux via l'IFFIm (Facilité internationale de financement pour la vaccination) a permis de prévenir 1,4 million de décès des suites de la rougeole, de la polio et de la fièvre jaune.

L'une des raisons du succès du recours à des marchés précédemment sous-utilisés est l'existence de canaux multilatéraux efficaces. Bien sûr, là où ces instruments ont démontré leur valeur ajoutée, nous devons assurer leur durabilité. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria a récemment levé 11,7 milliards de dollars de nouvelles ressources pour les trois prochaines années. Je continuerai personnellement à insister en faveur de l'augmentation des investissements via cette institution qui a un impact très positif sur notre travail visant à remplir les ODM.

Il est important de garder à l'esprit que le financement innovant a pour but d'offrir des sources supplémentaires de financement, pas de remplacer l'aide traditionnellement accordée par les pays riches aux pays pauvres. L'assistance officielle au développement demeure essentielle pour des millions de personnes.

Par ailleurs, nous devons continuer d'explorer de nouvelles possibilités d'innovation - en technologie, en fourniture de services et en matière politique. Vers une citoyenneté mondiale

Dès lors qu'il existe un nouvel engagement politique dans le domaine de la santé mondiale, nous devons aller au-delà des cercles des diplomates et des professionnels de la santé. Il faut atteindre le grand public, spécialement les habitants des pays développés, et les convaincre que faire progresser la santé n'est pas seulement une bonne chose pour les pays lointains, mais un impératif pour tous dans un monde de plus en plus interconnecté.

J'ai été touché en voyant des jeunes gens s'impliquer de plus en plus et donner de leur temps et de leur argent aux causes globales. Ce sera à eux de prolonger nos efforts après 2015. Je suis spécialement impressionné par la manière dont ils utilisent les médias sociaux afin de faire progresser nos buts. Cet engagement de la prochaine génération a été puissamment démontré pendant le récent sommet des ODM : l'espace réservé aux réseaux sociaux a généré une activité importante sur les blogs et les sites Internet. J'espère que ce dynamisme et cet engagement se confirmeront à l'avenir.

Le délai internationalement adopté pour les ODM n'est pas un point final ; même si nous parvenions à réaliser tous nos buts dans tous les pays, il resterait encore énormément de travail à accomplir pour venir à bout de la pauvreté et des privations. Notre action en faveur du bien-être de tous durera encore bien des années, voire des décennies.

Mais ce que nous faisons aujourd'hui et ce que nous ferons dans un futur proche, même les plus petits efforts, peuvent avoir des effets immenses et apporter des dividendes gigantesques. Notre but est simple : faire en sorte que, aussi tôt que possible, il n'y ait plus de pays « développés » ou « en développement », mais seulement des nations prospères, reposant sur leurs forces et s'aidant mutuellement à surmonter leurs faiblesses, où tous les habitants vivraient en bonne santé et jouiraient d'une espérance de vie élevée pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Nous ne devons pas échouer : le prix à payer serait la mort de nombreux hommes, femmes et enfants. Comptons plutôt nos succès en nombre de vies sauvées... et de vies meilleures, plus saines, qui seront vécues !

Politique Internationale, la plus influente revue francophone du monde consacrée aux questions internationales dans laquelle s'expriment les Chefs d'Etat et de gouvernement, les leaders politiques et les experts de renom.
11, rue du Bois de Boulogne F - 75116 Paris - Tél.: ++ 33 (0) 1.45.00.15.26 - Fax: ++ 33 (0) 1.45.00.16.87

Copyright © Politique Internationale 2002 - 2005
Tous droits réservés.